

Allons-nous nous contenter de demeurer une simple province, alors qu'en nous unissant, nous pourrions devenir une grande nation?... On s'est opposé au projet dont nous sommes présentement saisi, à cause des mots "Nouvelle nationalité". Or, si jamais nous réalisons cette union, nous formerons une nationalité politique, où n'interviendront ni l'origine nationale, ni la religion d'aucun individu.

C'est Macdonald lui-même qui disait:

L'un des grands avantages de la Confédération, c'est que nous aurons un régime de défense uni, concentré et uniforme et que nous formerons un seul peuple, animé d'un même désir, en temps de guerre comme en temps de paix.

Thomas D'Arcy McGee qui, par son éloquence poétique, était devenu l'un des principaux défenseurs de la Confédération comme base d'une nouvelle nation, disait:

J'espère voir le jour où notre patriotisme ne sera qualifié que par le mot "canadien", sans les épithètes "français" ou "anglais".

Voici comment s'exprimait Alexander Galt:

La moitié d'un continent nous appartient, pourvu que nous cessions de nous quereller au sujet de bagatelles, en oubliant ce qui nous intéresse le plus.

George Brown, à qui on attribue le mérite d'avoir le premier parlé de Confédération, disait:

Une union fédérale ne saurait être envisagée pour le Canada seulement, mais devrait comprendre toute l'Amérique britannique.

Le grand Joseph Howe, de la Nouvelle-Ecosse, déclarait:

De cette discussion sortira peut-être un esprit nouveau qui amènera l'Amérique du Nord à rejeter son colonialisme, pour adopter une politique nationale.

Et sir Charles Tupper, aussi de la Nouvelle-Ecosse, disait à son tour:

Aux grandes conférences internationales, le Canada prend place aux côtés des autres puissances, sur un pied d'égalité.

Enfin, c'est Samuel Tilley, du Nouveau-Brunswick, qui a décrit la nouvelle fédération en se servant de ces mots de l'Écriture:

Il dominera d'une mer à l'autre,

Et du fleuve aux extrémités de la terre.

C'est la façon dont elle traite des questions de paix et de guerre, qui constitue le caractère distinctif d'une nation. Telles étaient les questions qui intéressaient les auteurs de la Confédération. De quelles façons les avon-nous conçues depuis? En nous glissant le plus doucement possible entre le sentiment impérialiste, d'une part, et une attitude nettement isolationniste, d'autre part. Et, en dernière analyse, si les choses se sont passées ainsi, c'est que nous avons confié nos destinées, en temps de paix comme en temps de guerre, à un ministre des Affaires extérieures, vivant à deux mille milles de chez nous, à un membre du Gouvernement sur lequel nous ne pouvons exercer aucune surveillance. En théorie, nous trouvons en face de la réalité, comme en sep-

L'hon. M. LAMBERT.

tembre 1939, nous pouvons dire que le Canada a déclaré la guerre par un vote de son propre Parlement et que, nation libre, il est entré en lice aux côtés de la Grande-Bretagne; mais en réalité, si l'on excepte la procédure parlementaire, le Canada s'est engagé à livrer cette guerre sans une compréhension suffisante de tout ce qu'elle allait entraîner, y compris les causes profondes et les politiques qui ont conduit au conflit.

J'aime à penser que les Canadiens qui participent à la présente guerre, de quelque province qu'ils soient, n'ont qu'un seul but: la défense du Canada.

L'honorable M. BALLANTYNE: Rien de plus?

L'honorable M. LAMBERT: Mais nous constatons aujourd'hui qu'une large tranche de notre population cherche à restreindre nettement la portée de ce point de vue. Pourquoi? A mon avis, c'est parce que jusqu'ici nous n'avons pas encore envisagé d'une façon réaliste la question de la défense du Canada, ou si l'on préfère, la position qu'occupe le Canada parmi les nations du monde. On ne l'a pas fait parce que nos gouvernements, notre population, se sont contentés, il va sans dire, de s'intéresser avant tout aux questions de régie interne, confiant les problèmes de nos relations internationales au ministère plus ou moins bien connu des Affaires extérieures à Ottawa, lequel est à la remorque de Londres et de Washington. Nous nous sommes contentés de compter sur notre position géographique, pour assurer, en apparence seulement, notre sécurité en Amérique du Nord, d'une part, et de demeurer en dépendance de la rue Downing et de la marine anglaise, d'autre part.

Ce que je veux dire, c'est que nous devrions cesser ces vains discours au sujet de notre nationalité, et avouer que nous n'avons pas encore de gouvernement responsable qui convienne réellement à une nation; ou encore nous devrions nous efforcer d'être convenablement représentés sur le plan international, tâche que nous avons en grande partie confiée à d'autres, dans le passé.

La signature du traité de paix à la fin de la dernière guerre et les dispositions subséquentes du Statut de Westminster ont placé théoriquement le Canada sur un pied d'égalité avec tout autre pays de l'Empire, devenu de ce fait le "commonwealth des nations". Mais en ce qui concerne les populations des différentes provinces et circonscriptions canadiennes, jamais on ne leur a fait bien comprendre les responsabilités qui incombent à une nation, quand il s'agit de décisions à prendre, en temps de paix comme en temps de guerre.